

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

**CCF SFH
(EX HSBC SFH (FRANCE))**

Société anonyme au capital de 113.250.000 euros
Siège social : 103 Rue de Grenelle - 75007 Paris
480 034 917 RCS Paris

Exercice social du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

Comptes approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 24 avril 2026

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Caisse, banques centrales, C.C.P.	02	-	1
Créances sur les établissements de crédit	04-05-06	5 704 528	4 172 482
A vue		181 093	174 026
A terme		5 523 435	3 998 456
Immobilisations financières	04-05-06		
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Autres actifs	08	1 487	804
Comptes de régularisation	09	19 974	9 856
Total de l'actif		5 725 989	4 183 143

Passif	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	04		
A vue			
A terme			
Dettes représentées par un titre		5 540 833	4 005 766
Titres du marché interbancaire et titres de TCN			
Emprunts obligataires		5 540 833	4 005 766
Autres passifs	08	68 670	58 463
Comptes de régularisation	09		110
Provisions pour risques et charges	07		
Capitaux Propres hors FRBG		116 486	118 804
Capital souscrit	10-11	113 250	113 250
Réserves	10-11	666	493
Report à nouveau (*)	10-11		1 597
Résultat de l'exercice	10-11	2 570	3 464
Total du passif		5 725 989	4 183 143

Hors bilan	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Engagements donnés		804	804
Engagements de financement		-	-
Engagements en faveur d'établissements de crédit			
Engagements en faveur de la clientèle		-	-
Engagements de garantie		804	804
Cautions, Avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	3	804	804
Engagements d'ordre de la clientèle			
Engagements reçus		6 760 216	5 255 973
Engagements de financement		-	-
Engagements reçus d'établissements de crédit		-	-
Engagements reçus de la clientèle			
Engagements de garantie		6 760 216	5 255 973
Cautions, Avals et autres garanties reçues d'établissements de crédit	3	6 760 216	5 255 973

Engagements reçus de la clientèle		-	-
(1) Garanties reçues de CCF S.A.			

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	12	113 691	58 396
Intérêts et charges assimilées	12	-109 027	-51 641
Commissions (produits)	13	-	-
Commissions (charges)	13	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	14	751	325
Autres charges d'exploitation bancaire	14	-21	-
Produit net bancaire		5 394	7 080
Charges générales d'exploitation	15	-1 932	-2 430
Résultat brut d'exploitation		3 462	4 650
Coût du risque		-	-
Résultat d'exploitation		3 462	4 650
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		3 462	4 650
Résultat exceptionnel		-	-
Résultat avant impôt		3 462	4 650
Impôt sur les bénéfices		-892	-1 186
Résultat net		2 570	3 464

III. — Notes annexes aux états financiers

Notes annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2025

Note 1. – Principales règles d'évaluation et de présentation

1. – Présentation des comptes

La société, constituée en décembre 2004, était une filiale détenue par HSBC Continental Europe (« HBCE »), agréée en tant qu'établissement de crédit, société financière à objet exclusif.

En 2011, elle obtient une modification d'agrément auprès de l'ACPR et adopte le statut de Société de Financement de l'Habitat (SFH). Elle a la qualité d'établissement de crédit spécialisé - société de crédit foncier - régie par les articles L. 513-2 et suivants et R. 513-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Lorsqu'au 1^{er} janvier 2024, HSBC Continental Europe a cédé à CCF, sa participation de 100 % dans HSBC SFH (France), l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société CCF SFH a décidé de modifier la dénomination sociale de la Société, de « HSBC SFH » à « CCF SFH ».

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « Autres produits d'exploitation bancaire ».

Son application est sans incidence sur les états financiers de CCF SFH au 31 décembre 2025. Les autres modifications introduites par ce règlement n'ont pas d'impact sur les comptes des entreprises du secteur bancaire appliquant le règlement ANC n° 2014-07.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, CCF SFH présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

2. – Faits marquants de l'exercice 2025

2.1. – Modification de la composition du Conseil d'administration de CCF SFH

Démissions et nominations de nouveaux administrateurs

Par décision du 20 mai 2025, l'assemblée générale, à la suite à la démission de Mme Kawtar Adlani de ses fonctions de membre du Conseil d'administration à compter de la date de ladite assemblée, a décidé de nommer M. Pierre-Yves Guegan en qualité d'administrateur pour une durée de 3 ans, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Cette même assemblée générale du 20 mai 2025, à la suite à la démission de Mme Agnieszka Bojarska de ses fonctions de membre et de Président du Conseil d'administration à compter de la date de ladite assemblée, a décidé de nommer M. Guillaume Hereng en qualité d'administrateur pour une durée de 3 ans, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Nouveau Président du Conseil d'administration

A la suite des démissions et des nouvelles nominations précitées, et plus particulièrement de la démission de Mme Agnieszka Bojarska de ses fonctions de Président du Conseil d'administration, ledit Conseil a décidé, le 20 mai 2025, de nommer M. Guillaume Hereng en qualité de Président du Conseil d'administration pour toute la durée de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Par conséquent, à compter du 20 mai 2025, la composition du Conseil d'administration est la suivante :

- M. Guillaume Hereng, Président du Conseil ;
- M. Pierre Yves Guegan, administrateur ;
- M. Nicolas Chastang, administrateur.

2.2. – Modification de la composition de la direction générale de la Société

Par décision du 19 mars 2025, le Conseil d'administration, à la suite de la démission de M. Fady Wakil de ses fonctions de Directeur Général, a décidé de nommer M. Jérôme Walter en qualité de nouveau Directeur Général de la Société pour une durée de 3 ans, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Par conséquent, au 31 décembre 2025, la composition de la direction générale était la suivante :

- M. Jérôme Walter, Directeur Général ;
- M. Bertrand Robequain, Directeur Général Délégué.

2.3. – Retrait de la notation S&P

À compter du 22 décembre 2025, le Groupe CCF a demandé à S&P Global Ratings Europe Limited (S&P) de retirer les notations de crédit précédemment attribuées aux entités du Groupe CCF et aux obligations de financement de l'habitat émises par CCF SFH.

Suite à ce retrait, les obligations de financement de l'habitat émises par CCF SFH sont désormais notées exclusivement par Moody's. La notation Aaa attribuée par Moody's reste inchangée.

2.4. – Emissions réalisées

CCF SFH a émis avec succès ses trois premières séries d'obligations de financement de l'habitat publiques au cours de l'année 2025 :

- La première en date du 23 janvier 2025 (Série 13), d'un montant de 1 milliard d'euros sur une durée de 5,25 ans. Les obligations sont notées Aaa par Moody's et offrent un rendement de 3,098 % ;
- La seconde en date du 7 mai 2025 (Série 14), d'un montant de 750 millions d'euros pour une durée de 6 ans. Les obligations sont notées Aaa par Moody's et offrent un rendement de 2,800 % ;
- La troisième en date du 9 octobre 2025 (Série 15), d'un montant de 750 millions d'euros pour une durée de 3,5 ans. Les obligations sont notées Aaa par Moody's et offrent un rendement de 2,500 %.

Ces opérations confirment et renforcent le statut du Groupe CCF en tant qu'acteur de référence ainsi que la crédibilité de la marque CCF auprès des investisseurs. En témoigne la forte attractivité auprès des investisseurs avec une demande de souscription respectivement de 3 milliards d'euros (soit 3 fois le montant d'émission prévu) pour la Série 13, 1,7 milliard d'euros (soit 2,3 fois le montant d'émission prévu) pour la Série 14 et 2,3 milliards d'euros (soit 3 fois le montant d'émission prévu) pour la Série 15.

Au 31 décembre 2025, le total des obligations de financement de l'habitat émises par CCF SFH représente un nominal de 5,48 milliards d'euros.

2.5. – Remboursement à maturité des émissions

CCF SFH a procédé au remboursement à maturité de l'émission publique Série 8 en date du 17 avril 2025, pour un montant de 1.005.000.000 euros (dont principal de 1 milliard d'euros). Parallèlement, CCF SFH a été remboursé en date du 17 avril 2025 du prêt sécurisé accordé à CCF, pour un montant de 1.005.000.000 euros (dont principal de 1 milliard d'euros).

2.6. – Caractéristiques du portefeuille d'actifs

Au 31 décembre 2025, l'encours des créances apportées en garantie à CCF SFH s'élève à 6.729 millions d'euros.

Le portefeuille de créances au 31 décembre 2025 présente les caractéristiques suivantes :

- le nombre de créances s'élève à 53.193,
- l'encours moyen des créances s'établit à 126.502 euros,
- la durée de vie moyenne restante des créances est de 160 mois,
- la LTV (« Loan To Value ») actuelle moyenne des créances est de 53,35%,
- l'ancienneté moyenne des créances est de 72,4 mois,
- 100.00% des créances est à taux fixe,
- 0.00% des créances sont à taux variable,
- tous les biens hypothéqués sont localisés en France métropolitaine.

Le portefeuille d'actifs est contrôlé mensuellement de manière à satisfaire, à tout moment, les critères d'éligibilité ainsi que le surdimensionnement nécessaire au respect, d'une part, du ratio réglementaire et, d'autre part, du taux minimum de surdimensionnement requis par l'agence de notation Moody's pour permettre une notation Aaa des obligations de financement de l'habitat. Les créances devenues inéligibles sont exclues du portefeuille et remplacées par de nouvelles créances éligibles. Les créances présentant des impayés ou en défaut sont exclues du portefeuille mensuellement.

2.7. – Évolution de la dette

Évolution de la dette bénéficiant du privilège

Conformément aux dispositions de l'article L. 513-23 du Code monétaire et financier, le contrôleur spécifique a attesté du respect par CCF SFH de la règle posée par l'article L. 513-12 du Code monétaire et financier aux termes de laquelle le montant des éléments d'actif de la Société demeure, après prise en compte du programme d'émission, supérieur au passif privilégié. Le Conseil d'administration approuve trimestriellement le programme d'émission relatif à l'émission d'Obligations de Financement de l'Habitat. CCF SFH a réalisé trois émissions d'obligation de financement de l'habitat pour un montant total de 2,5 milliards d'euros et une émission d'obligation de financement de l'habitat de 1 milliard d'euros est arrivée à maturité.

Ainsi, l'encours de la dette obligataire au 31 décembre 2025 s'élève à 5,48 milliards d'euros.

Évolution de la dette ne bénéficiant pas du privilège

Les fonds propres de CCF SFH sont constitués d'actions souscrites entièrement par CCF pour un montant de cent treize millions deux cent cinquante mille euros. Ces fonds propres sont composés de sept millions cinq cent cinquante mille actions d'un montant nominal unitaire de 15 euros.

3. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Créances sur les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces créances : créances à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et créances à terme. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces créances sont portés en créances rattachées en contrepartie d'un compte de produit.

Dettes représentées par un titre

Ces dettes correspondent à des obligations de financement de l'habitat et autres ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L. 515-19 du Code monétaire et financier. Les obligations de financement de l'habitat sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les primes d'émission et de remboursement des titres émis sont enregistrées en « Comptes de régularisation » à l'actif du bilan et sont amorties au prorata des intérêts courus sur la durée de vie des titres concernés, et cela dès la première année. Les intérêts relatifs aux obligations sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire dans la rubrique « intérêts et charges assimilées » pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

Autres passifs

Ce poste du bilan correspond à des avances de trésorerie de CCF S.A. dans le cadre de la signature, le 1^{er} janvier 2024, du contrat intitulé « Collateral Security Agreement » entre CCF S.A. et CCF SFH S.A.

Il s'agit d'un engagement contractuel de CCF envers CCF SFH de verser sous la forme d'un gage espèces une somme correspondant à un mois d'encaissement de trésorerie constaté sur les actifs contenus dans le Cover Pool (créances immobilières sous-jacentes aux émissions d'obligations de financement de l'habitat).

A la clôture du 31 décembre 2025, le montant de la réserve s'élève à 67 950 476.12 €.

Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Engagements hors bilan

CCF SFH S.A. a comptabilisé dans la catégorie « Engagements de garantie » les prêts détenus par CCF S.A. et affectés à titre de garantie à CCF SFH S.A. Le solde comptabilisé correspond au capital restant dû de ces prêts en date de clôture pour un montant de 6 760 216 327 €.

4. – Autres informations

Obligations de financement de l'habitat

A titre d'information, au 31 décembre 2025, le montant nominal des obligations de financement de l'habitat émises est de :

Récapitulatif des dettes par des titres au 31/12/2025

Dettes constituées par des titres	Montant	Créances rattachées au 31/12/2025	Primes au 31/12/2025	Date d'émission	Durée	Date d'échéance	Taux
Obligations							
- Obligations foncières	1 250 000 000,00	7 320 205,45	1 221 248,63	22/03/2022	5	22/03/2027	0,750
- Obligations foncières	750 000 000,00	9 606 164,38	1 095 985,40	28/06/2022	6	28/06/2028	2,500
- Obligations foncières	500 000 000,00	4 171 232,88	1 159 833,01	07/09/2022	10	07/09/2032	2,625
- Obligations foncières	480 000 000,00	1 120 951,23	0,00	05/12/2024	12	05/12/2036	3,157
- Obligations foncières	1 000 000 000,00	20 794 520,55	3 768 303,76	23/01/2025	5	23/01/2030	3,000
- Obligations foncières	750 000 000,00	13 505 136,99	1 825 087,86	07/05/2025	6	07/05/2031	2,750
- Obligations foncières	750 000 000,00	4 315 068,49	2 075 821,59	09/10/2025	4	09/04/2029	2,500

	5 480 000 000,00	60 833 280,00	11 146 280,26				
--	------------------	---------------	---------------	--	--	--	--

Consolidation des comptes

Les comptes de CCF SFH sont consolidés dans le groupe CCF HOLDING par la méthode de l'intégration globale.

Intégration fiscale / régime de Groupe

Depuis le 1^{er} janvier 2024, CCF SFH fait partie du périmètre d'intégration fiscale mis en place au niveau de sa société mère consolidante, CCF HOLDING au titre du régime de groupe prévu à l'article 223 A du Code général des impôts.

CCF SFH est membre du groupe d'intégration fiscale dont la société CCF HOLDING est la société mère.

En application de la convention d'intégration fiscale, la charge d'impôt comptabilisée par CCF SFH correspond à l'impôt qu'elle aurait supporté en l'absence d'intégration fiscale. Les économies ou charges d'impôt résultant de l'intégration fiscale sont constatées dans les comptes de la société mère.

Depuis le 1^{er} janvier 2025, CCF SFH est un membre assujetti suite à la création d'un groupe TVA, au niveau de la société mère consolidante CCF Holding.

Evénements post-clôture

Modification de la composition de la Direction Générale

Par décision du 19 janvier 2026, le Conseil d'administration a décidé de révoquer M. Jérôme Walter de ses fonctions de Directeur Général, lequel sera remplacé par M. Fady Wakil le 18 mars 2026 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Par conséquent, depuis le 18 mars 2026, la Direction Générale se compose comme suit :

- M. Fady Wakil, Directeur Général ;
- M. Bertrand Robequain, Directeur Général délégué.

Liquidation de la collection Loss reserve

En décembre 2025, le Groupe CCF a demandé à S&P Global Ratings Europe Limited (S&P) de retirer les notations de crédit précédemment attribuées aux entités du Groupe CCF et aux obligations de financement de l'habitat émises par CCF SFH. Suite à ce retrait, la collection Loss reserve a été liquidée, pour un montant de 67,95 M€, début janvier 2026.

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (article L. 511-45 du Code monétaire et financier/Avis CNC n° 2009-11)

En application de l'article L. 511-45 du Code monétaire et financier, nous vous indiquons que CCF SFH n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code monétaire et financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de la société CCF Holding.

Réduction de Capital

La société CCF SFH a engagé une opération de réduction de capital non motivée par des pertes, conformément aux articles L. 225-204 et L. 225-205 du Code de commerce.

Dans ce cadre, le Conseil d'administration du 19 février 2026 a décidé de proposer à l'Assemblée générale extraordinaire une réduction de capital par réduction de la valeur nominale des actions, et a approuvé le projet de résolutions ainsi que le rapport du Conseil exposant les motifs et modalités de l'opération.

L'Assemblée générale extraordinaire du 11 mars 2026 a approuvé cette opération et décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant total de 71.725.000 euros, le faisant passer de 113.250.000 euros à 41.525.000 euros, par réduction de la valeur nominale de chacune des 7.550.000 actions de 15 euros à 5,50 euros, sans modification du nombre d'actions ni de la répartition du capital entre les actionnaires.

Cette réduction de capital, réalisée de manière uniforme, donne lieu à un remboursement d'apport aux actionnaires d'un montant de 9,50 euros par action, soit un remboursement global de 71.725.000 euros, proportionnellement à leur participation. Les sommes correspondantes deviendront exigibles à l'issue de la procédure d'opposition des créanciers, sous réserve de l'absence d'opposition ou du rejet des oppositions formées.

Le procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 11 mars 2026 a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de Paris le 13 mars 2026, et le délai d'opposition des créanciers expire le 2 avril 2026.

À l'issue de ce délai, et sous réserve de l'absence d'opposition ou de leur règlement, le Conseil d'administration constatera la réalisation définitive de la réduction de capital, fixera le montant définitif du capital social, procédera à la modification corrélative des statuts et déterminera les modalités et la date de versement du remboursement aux actionnaires, dans le cadre de la délégation qui lui a été consentie par l'Assemblée générale extraordinaire.

Guerre au Moyen-Orient

Depuis fin février 2026, le Moyen-Orient fait face à un conflit armé et des tensions géopolitiques majeures liés à la situation en Iran. Bien qu'il soit difficile à ce stade d'en mesurer les conséquences, le Groupe CCF suit avec attention les développements de ce conflit susceptible d'impacter significativement l'environnement économique mondial, en ce compris les marchés du crédit et le niveau des taux d'intérêt, les marchés actions ou encore une hausse de l'inflation, du coût des matières premières ou de potentielles ruptures des chaînes d'approvisionnement.

Note 2. – Caisse, Banques centrales, C.C.P

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-1
Total	-	1

Note 3. – Ventilation du hors bilan par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Inférieur à 1 an au 31/12/2025	De 1 an à 5 ans au 31/12/2025	De 5 ans à 15 ans au 31/12/2025	De 15 ans à 25 ans au 31/12/2025	Plus de 25 ans au 31/12/2025	Total au 31/12/2025
Engagements reçus						
Engagements de garantie						
Engagements reçus d'établissements de crédit (1)						
Engagements reçus de la clientèle	44 265	484 644	3 784 749	2 416 893	29 665	6 760 216
Engagements donnés (2)					804	804

(1) Les données du tableau correspondent à la ventilation du capital restant dû des créances saines. L'écart d'environ 31,2 M€ entre le total des garanties reçues et les encours de créances éligibles correspond à des dossiers inéligibles au cover pool, dont 29,56 M€ liés aux créances en défaut et 1,64 M€ à un écart de cut-off entre le fichier Auxigen et l'extraction du pool sortie de garantie.

(2) Les engagements donnés sont des garanties FRU

Nature du hors bilan

Le portefeuille de couverture de CCF SFH est constitué de prêts issus de l'activité de crédits immobiliers de CCF, consentis en France métropolitaine.

Note 4. – Ventilation par durée résiduelle et éligibilité

(En milliers d'euros.)	Créances et dettes rattachées au 31/12/2025	Autres éléments non ventilables (1) au 31/12/2025	Moins de trois mois (2) au 31/12/2025	De 3 mois à 1 an au 31/12/2025	De 1 an à 5 ans au 31/12/2025	Plus de 5 ans au 31/12/2025	Total au 31/12/2025
Actif							
Effets publics et valeurs assimilées		-					-
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de la BDF	61 642		178 730	-3 922	3 738 701	1 729 377	5 704 528
- Dont prêts subordonnés				-	-	-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de la BDF							-
Créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la BDF	-	-					-
Obligations et autres titres à revenu fixe		-					-
Passif							

Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-
- Emprunts obligataires	60 833	-	-	-	3 750 000	1 730 000	5 540 833
- Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les "Autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux intérêts courus non échus

(2) Y compris les comptes à vue.

Note 5. – Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

(En milliers d'euros.)	L'annexe 5	Dont entreprises liées (1)	Dont participations (2)
Actif			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	5 704 528	5 523 435	-
- dont prêts à terme (3)	5 523 435	5 523 435	-
Créances sur la clientèle			-
Obligations et autres titres à revenu fixe			-
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-	-
Dettes représentées par un titre	5 540 833	481 120	-
Dettes subordonnées			-
Hors bilan			
Engagements de financement donnés	-	-	-
- en faveur d'établissements de crédit	-	-	-
- en faveur de la clientèle	-	-	-
Engagements de garantie donnés	-	-	-
- Cautions, Avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	804	-	-
- d'ordre de la clientèle	-	-	-
Engagements de financement reçus	-	-	-
- Cautions, Avals et autres garanties reçues d'établissements de crédit	6 760 216	6 760 216	-
- reçus de la clientèle	-	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	-	-	-

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

(2) Opérations se rapportant à des entreprises dans lesquelles l'établissement financier détient, de façon durable, une fraction du capital inférieure à 50 %.

(3)

Au 31/12/2025	Total	Dont entreprises liées	Dont participations
Produits de l'exercice sur prêts à terme	110 096	110 096	-
Charges de l'exercice sur emprunts obligataires	-109 027		

Note 6. – Détail des intérêts par poste de bilan

Intérêts à recevoir (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur les établissements de crédit	61 642	27 318
dont créances à vue	809	1 552
dont créances à terme	60 833	25 766
Comptes de régularisation actif		
Total	61 642	27 318

Intérêts à payer (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes représentées par un titre	60 833	25 766
Dettes subordonnées		
Comptes de régularisation passif		
Total	60 833	25 766

Note 7. – Provisions pour risque et charges

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Provisions pour risques et charges	-	-
Total	-	-

Note 8. – Autres actifs et passifs

Autres actifs (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fournisseurs débiteurs	374	-
Etat et collectivités publiques	14	-
Etat et collectivités publiques, TVA	1	-
Dépôts de garantie versés	804	804
Groupe et associés - IS	294	
Total	1 487	804

Autres passifs (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dépôts de garantie reçus (1)	67 950	57 680
Fournisseurs	40	2
Sécurité sociale et organismes sociaux	153	63
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes	-	-
Etat et collectivités publiques, IS		
Etat et collectivités publiques - TVA	-	-
Groupe et associés - IS	11	307
Charges à payer	516	411
Autres créditeurs divers		
Autres créditeurs divers groupe	-	-
Total	68 670	58 463

(1) Dépôt de garantie versé par CCF et constitué pour couvrir des pertes potentielles sur CCF SFH SA.

Note 9. – Comptes de régularisation

Actif (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Divers actifs		
Charges à répartir	19 251	9 855
Charges constatées d'avance	2	1
Produits à recevoir	721	-
Total	19 974	9 856

Passif (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Produits constatés d'avance		
Charges à payer		110
Charges à payer refacturation groupe		

Total	-	110
-------	---	-----

Note 10. – Détail des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Capital (1)	113 250	113 250
Réserves	666	493
Report à nouveau	-	1 597
Résultat de l'exercice (+/-)	2 570	3 464
Total	116 486	118 804

(1) Capital social composé de 7 550 000 actions valeur nominale 15 €

Note 11. – Tableau de variation de la situation nette

(En milliers d'euros.)	Capital (1)	Réserve légale	Réserve fusion	Réserve générale	Prime de fusion	Report à nouveau	Résultat
2023							
Capital souscrit	113 250	-	-	-	-	-	-
Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-	-
Résultat au 31 décembre 2023	-	-	-	-	-	-	2 165
Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres avant affectation	113 250	409	-	-	-	-485	2 165
Affectation du résultat 2023	-	84	-	-	-	2 081	-2 165
Capitaux propres après affectation	113 250	493	-	-	-	1 596	-
2024							
Capital souscrit	113 250	-	-	-	-	-	-
Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-	-
Résultat au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	3 464
Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres avant affectation	113 250	493	-	-	-	1 596	3 464
Affectation du résultat 2024	-	173	-	-	-	-1 596	-3 464
Capitaux propres après affectation	113 250	666	-	-	-	-	-
2025							
Capital souscrit	113 250	-	-	-	-	-	-
Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-	-
Résultat au 31 décembre 2025	-	-	-	-	-	-	2 570
Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres avant affectation	113 250	666	-	-	-	-	2 570
Affectation du résultat 2025	-	128	-	-	-	3	-2 570
Capitaux propres après affectation	113 250	794	-	-	-	-	-

(1) Les actions sont détenues à hauteur de 99,99 % par CCF et de 0,01 % par MMB (action prêtée)

(En milliers d'euros.)	Total des capitaux propres	Dividende	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (En euros.)	Résultat par actions (En euros.)	Dividende net attribué à chaque action (En euros.)
2023						
Capital souscrit	-	-	7 550 000	-	-	-
Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-
Résultat au 31 décembre 2023	2 165	-	-	-	0,29	-
Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres avant affectation	115 339	-	7 550 000	15,28	-	-
Affectation du résultat 2023	0	-	-	-	0,29	-
Capitaux propres après affectation	115 339	-	7 550 000	15,28	-	-
2024						
Capital souscrit	-	-	7 550 000	-	-	-
Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-
Résultat au 31 décembre 2024	3 464	-	-	-	0,46	-
Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres avant affectation	118 803	-	7 550 000	15,74	-	-
Affectation du résultat 2024	-4 887	4 887	-	-	0,46	0,65
Capitaux propres après affectation	113 916	4 887	7 550 000	15,09	-	-
2025						
Capital souscrit	-	-	7 550 000	-	-	-
Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-
Résultat au 31 décembre 2025	2 570	-	-	-	0,34	-
Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres avant affectation	116 486	-	7 550 000	15,43	-	-
Affectation du résultat 2025	-2 439	2 439	-	-	0,34	0,32
Capitaux propres après affectation	114 047	2 439	7 550 000	15,11	-	-

(1) Les actions sont détenues à hauteur de 99,99 % par CCF et de 0,01 % par MMB (action prêtée)

Conformément à la loi, il est rappelé que CCF SFH SA est consolidée dans les états financiers de CCF HOLDING SASU, 103 rue de Grenelle Paris.

Note 12. – Intérêts, produits et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Opérations avec les établissements de crédits	113 691	58 396
Intérêts et produits assimilés	113 691	58 396
Intérêts et charges assimilés		
Opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et produits assimilés		
Intérêts et charges assimilés	-	-
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	-109 027	-51 641
Intérêts et produits assimilés		
Intérêts et charges assimilés	-109 027	-51 641
Total	4 664	6 755

Note 13. – Commissions

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Produits	-	-
Commissions sur opérations avec les établissements de crédits	-	-
Charges	-	-
Charges sur prestations de service financier	-	-
Total	-	-

Note 14. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Produits	752	325
Autres produits d'exploitation bancaire	752	325
Charges	-21	-
Autres charges d'exploitation bancaire	-21	-
Total	731	325

Note 15. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Frais de personnel (1)	-	-
Impôts et taxes	-164	-144
Services extérieurs	-536	-807
Charges refacturées	-1 232	-1 479
Total	-1 932	-2 430

(1) Il n'y a pas d'effectif salarié dans la société CCF SFH.

Note 16. – Tableau des flux de trésorerie

		12/2024	12/2025
	Profit/loss	3 464	2 570
	Elemt non monétaires inclus dans le resu net av impôt	-500	0
'+/-	Dot nettes aux amort et aux depre des immo corp et incorp et prov		
-	- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
'+/-	Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-500	0
'+/-	Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
'+/-	Résultat net des activités d'investissement		
'+/-	Résultat net des activités de financement		
	Ecart d'acquisition négatif		
'+/-	Autres mouvements		
	Dim/Augm nette des actifs et passifs provenant des activités ope	57 348	-24 941
'+/-	Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-11 027	-34 324
'+/-	Flux liés aux opérations avec la clientèle compte ordinaire		
'+/-	Flux liés aux opérations avec la clientèle		
'+/-	Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		
'+/-	Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	68 921	9 981
-	Impôts versés	-547	-598
	Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	60 311	-22 371
'+/-	Flux liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations		
'+/-	Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		
	Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	0	0
	Flux de trésorerie liés à l'émission d'actions et d'obligations	-480 000	-1 500 000
	Flux sur dettes/établissements de crédit et clientèle		
'+/-	Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		-4 887
'+/-	Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	481 315	1 535 067
	Total Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	1 315	30 180
	Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C)	61 626	7 808
	Solde des comptes de trésorerie et assimilée à l'ouverture de la période	110 849	172 475
	Comptes actifs de caisse, banques centrales		
	Comptes passifs de banques centrales		
	Comptes ordinaires, prêts a vue aux établissements de crédit	110 849	172 475
	Comptes ordinaires, Emprunts a vue auprès des établissements de crédit		
	Ded des créances et dettes rattachées sur les cpt de treso et assimilée		
	Solde des comptes de trésorerie et assimilée à la clôture de la période	172 475	180 284
	Comptes actifs de caisse, banques centrales		
	Comptes passifs de banques centrales		
	Comptes ordinaires, prêts à vue aux établissements de crédit	172 475	180 284
	Comptes ordinaires, Emprunts a vue auprès des établissements de crédit		
	Ded des créances et dettes rattachées sur les cpt de treso et assimilée		
	Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie	61 626	7 808

Note 17. – Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Nature des indications (En euros.)	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025
I - Capital en fin d'exercice					
. Capital social	113 250 000	113 250 000	113 250 000	113 250 000	113 250 000
. Nombre des actions ordinaires existantes	7 550 000	7 550 000	7 550 000	7 550 000	7 550 000
II - Opérations et résultats de l'exercice					
. Chiffre d'affaires hors taxes	38 361 656,00	57 707 407,60	106 080 846,34	58 395 767,89	113 690 983,62

. Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 902 825,00	-227 013,39	3 516 067,85	4 649 475,21	3 461 994,64
. Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-470 693,75	-579 943,32	2 165 338,85	3 463 666,21	2 569 727,64
. Résultat distribué	0,00	0,00	0,00	4 886 986,91	2 438 650,00
III - Résultats par action					
. Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-0,06	-0,03	0,35	0,46	0,34
. Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-0,06	-0,08	0,29	0,46	0,34
. Dividende attribué à chaque action	-	-	-	0,65	0,32
IV - Personnel					
. Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	Néant (1)	Néant (1)	Néant (1)	Néant (1)	Néant (1)
. Montant de la masse salariale de l'exercice	-	-	-	-	-
. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	-	-	-	-	-
(1) La société n'a pas de personnel salarié					

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constatant que le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 se solde par un résultat positif de 2 569 727,64 euros, décide d'affecter ce résultat de la manière suivante :

- de doter la réserve légale à hauteur de 5 % du résultat de l'exercice, soit 128 486,38 euros ; le compte « Réserve légale » se montera ainsi après affectation à 794 617,30 euros.

Le résultat distribuable après dotation à la réserve légale, s'élevant à 2 441 241,26 euros, nous proposons :

- de distribuer à titre de dividendes aux actionnaires la somme de 2 438 650,00 euros, soit un dividende de 0,323 euro par action.

Le solde du compte du Report à Nouveau sera soldé après distribution, sera créditeur de 2 591,26 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, relatives à l'information sur les distributions de dividende au titre des trois exercices précédents, il est précisé que :

- L'assemblée générale annuelle du 24 avril 2025 constatant le résultat bénéficiaire de l'exercice 2024, a décidé de distribuer à titre de dividendes la somme de 4 886 986,91 euros, soit un dividende de 0,65 euro par action ;
- Qu'il n'a été distribué aucun dividende sur l'exercice 2023 ;
- Qu'il n'a été distribué aucun dividende sur l'exercice 2022.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

À l'assemblée générale de la société CCF SFH,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CCF SFH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit de CCF Holding S.A.S..

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025, ainsi que sur les incidences de la première application de ce règlement.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CCF SFH par l'assemblée générale du 30 mai 2024 pour le cabinet KPMG SA et du 20 juin 2008 pour le cabinet BDO PARIS.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG SA était dans la 2^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet BDO PARIS dans la 18^{ème} année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des

circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit de CCF Holding S.A.S.

Nous remettons au comité d'audit de CCF Holding S.A.S. un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit de CCF Holding S.A.S. la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 26 mars 2026
KPMG S.A.
Ulrich Sarfati
Associé

Paris, le 26 mars 2026
BDO PARIS
Vincent Génibrel
Associé

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse du siège social de la société : CCF SFH 103, rue de Grenelle - 75007 Paris.